

POLITIQUE DE LA VILLE, une question d'URBANITE, un besoin de CULTURE

Les phrases en italique et entre guillemets sont extraites des propos de François Hollande en réponse aux questions posées par le magazine Architecture d'Aujourd'hui (AA) / article intitulé : « 2012, élections présidentielles, 6 questions, 3 candidats » de février 2012.

Un contexte en profonde évolution

La politique de la ville a été mise en place à la fin du XXème siècle, or les enjeux en matière d'aménagement ont évolué et vont encore plus rapidement évoluer dans les années à venir, notamment :

- face à la crise financière engagée qui va obliger à revoir nos ambitions ;
- devant les défaillances récurrentes de l'urbanisme du XXème siècle, mis à mal par le développement des réseaux immatériels ;
- dans un monde où l'habitant exprime directement ses préoccupations environnementales, notamment via internet.

Cette politique est enfermée dans des concepts et des procédures dépassés qui ne satisfont pas la grande majorité de la population. Elle est donc à reconsidérer dans un souci d'urbanité.

1: Fonder la politique sur une réflexion plus large

L'approche actuelle est sectorisée, focalisée sur les quartiers en difficulté. Ces quartiers constituent une priorité mais il est important de considérer qu'ils sont un élément d'un ensemble bâti constituant la ville .

Aucun problème ne peut être résolu sans une compréhension globale du phénomène urbain, de ses équilibres et des évolutions en cours. On ne peut soigner un organe sans se soucier de la santé du corps humain tout entier.

La politique de la ville doit être fondée sur une connaissance de la ville et son évolution; les quartiers en difficulté sont le résultat d'un déséquilibre de l'ensemble et non d'un fléau ponctuel à éradiquer. Il est dangereux d'isoler et de diaboliser le problème car on isole et diabolise ainsi les populations qui habitent.

2: Reconcevoir une approche globale intégrant la culture

« La ville post-Kyoto est d'abord une ville pour habiter ensemble le mieux possible. Réfléchissons plutôt qualité de vie, lieux de rencontre, équilibres sociaux, accès aux biens et services, réponse aux besoins fondamentaux de chacun... »

Il apparaît nécessaire de reconcevoir une approche globale (qui ne l'est plus dans les faits) en conjuguant les volets urbain, économique, social ... mais aussi culturel.

« il est fondamental que nous revisitions nos besoins de construction, au regard de tout ce que nous avons créé ». « Transformer, réutiliser, modifier, ne s'agit-il pas d'actions aussi utiles qu'imaginer de nouveaux bâtiments ?... Prendre en compte l'existant autant que l'intention, c'est là pour moi le critère

fondamental ».

L'évolution du contexte évoqué en introduction conduit à mieux connaître la ville, à comprendre son architecture et son fonctionnement. Dans ce dessein il s'avère nécessaire de prendre en considération la dimension culturelle et patrimoniale de la ville.

Les préoccupations sur la ville rejoignent celles du développement durable reposant sur "quatre piliers", plaçant la culture sur le même plan que les trois piliers habituellement cités (l'environnement, l'inclusion sociale et l'économie).

3: Une politique à humaniser

Une politique à humaniser incompréhensible par les habitants qu'il faut rendre accessible par des mots et des concepts ... audibles !

ZUS, ZRU, ZFU, PNRU, ORU, CUCS ... Mesurez le fossé qui s'est creusé entre les habitants (écoutez les mots qu'ils utilisent pour désigner leur quartier, leur ville) et les professionnels en activité (« en activité » car dans le privé les mêmes professionnels utilisent les mots des habitants), ils ne parlent plus la même langue.

Ne serait-il pas nécessaire de réhabiliter une culture de l'aménagement compréhensible par tous et de reconsidérer en conséquence nos méthodes? Comment conserver ou redonner une **urbanité** à nos villes et nos territoires ? Comment maintenir une mixité sociale ? Comment « *développer des formes urbaines et des qualités d'habitat qui rendent la ville dense **désirable**, et donc durable* » ?

Le changement passe nécessairement par une plus grande considération pour l'habitant, son identité locale, sa culture. « *Les dix équipes d'architectes de la consultation pour le grand pari de l'agglomération parisienne ont dit beaucoup... mais on peut dire que rien n'a été entendu. C'est dommage* ».

D'autres expérimentations ont été engagées ailleurs, spontanément par certaines communes ou ensembles de communes, une évaluation s'avère nécessaire pour mesurer l'intérêt dans une perspective de développement.

4 : Une gouvernance faisant consensus

La recherche d'une solution de gouvernance qui puisse faire consensus s'impose, elle nécessite :

- D'instaurer une coopération équilibrée des différents départements ministériels et de valoriser les métiers de la ville qui les habitent, notamment les architectes et urbanistes de l'Etat (AUE).
- D'affirmer le rôle d'ensemblier de l'Etat, de recadrer son action et de le responsabiliser sur les réflexions/impulsions/coordination qu'il est le seul à pouvoir avancer.
- De s'appuyer sur « *la force de proposition des élus locaux* » dans un cadre partenarial réaffirmé.

Conclusion

Un vaste chantier doit s'ouvrir pour réhabiliter la politique de la ville, la refonder, la rendre crédible pour tous les partenaires, habitants inclus, la

revitaliser.

Cela passe par **une plus grande reconnaissance** (*« Quant aux réflexions sur la ville, si utiles, elles ne sont que très peu financées et manquent cruellement d'ingénierie en phase avec nos ambitions « durables »*), **de vrais partenariats** (*« Il nous faudra lancer des états généraux de l'architecture avec tous les acteurs. Quand je dis cela, je pense aux architectes bien sûr, aux écoles, mais aussi aux aménageurs, aux habitants, aux bureaux d'études, aux promoteurs... Il nous faut définir ensemble des priorités. »*), et **un enjeu pour les professionnels**, architectes et urbanistes, car leur savoir-faire et leur capacité de proposition permettront de donner toute leur efficacité à ces actions *« Les architectes sont les premiers partenaires dans cet exercice : analyser nos besoins, considérer ce qui est, voir à l'aune de cet état des lieux ce qu'il convient de faire »*.

Alain Marinos
Mai 2012